

Réseau Européen Eglises et Libertés

Modes d'action du réseau Européen

Ces travaux revêtent les formes suivantes :

- Organisation de colloques, de séminaires, d'ateliers de travail, de débats et rencontres
- Publication de rapports, de revues et d'ouvrages sur des thèmes correspondant aux domaines d'activité du RE/EN y compris des contributions et réactions aux travaux de commissions officielles tant des Eglises que des autorités et organismes de pouvoirs locaux, régionaux, nationaux et européens

Actions de sensibilisation, organisation de manifestations, prises de position publiques et envoi et soutien de pétitions.

La plupart des travaux sont rapportés dans la revue semestrielle du réseau européen **EURONEWS** dont les cinq derniers numéros sont accessibles sur le site du réseau dans les 4 langues français, anglais, allemand et espagnol, à l'adresse :

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews.html>

Le travail du réseau Européen se situe

1) **au niveau de chacun des pays de l'Europe** dans lesquels il est représenté par ses organisations membres. L'existence du réseau permet de soutenir ses associations membres qui sont ainsi moins isolées et de les aider en diffusant les contributions des autres membres. Il n'est pas possible dans ce résumé de décrire tous les travaux effectués dans les différents pays. Il est recommandé de regarder ce que fait chacun des membres du réseau européen. La liste des membres avec leur site web est placée dans l'annexe II.

2) **au niveau européen.** C'est dans ce domaine que l'existence du réseau est la plus spécifique car il peut aborder les problèmes au niveau européen en tant qu'ONG européenne. Il permet ainsi de reprendre les travaux des associations membres et d'en faire une recension au niveau européen, ce qui amplifie leurs contributions. Seuls les travaux du réseau Européen en tant que tel seront présentés dans ce rapport.

Ce travail est effectué dans les domaines de compétence du réseau définis dans ses objectifs. Ils sont donc orientés dans deux directions :

* Œuvrer par la réflexion, la proposition et l'action pour une Eglise prophétique, œcuménique, solidaire, aimante qui n'exclut ni ne discrimine et qui marche dans la voie de Jésus le libérateur

* Œuvrer par la réflexion, la proposition et l'action pour la paix, la justice, la liberté, les droits humains et la démocratie, y compris dans l'Eglise Catholique, dans le respect de la diversité culturelle et religieuse.

1 Actions pour une Eglise prophétique

Cette action est menée en concertation avec le mouvement IMWAC et la coordination européenne des communautés de base.

a) travail de recherche spirituelle

Ce travail se fait

i) au cours de journées d'études organisées lors des rencontres nationales

Plusieurs thèmes ont été abordés. Les plus récents :

- « **Les trois religions abrahamiques ont-elles un avenir sans patriarcat ?** » Wiesbaden 2006.

Un bref compte rendu est donné dans EURONEWS 27 p 40, accessible sur le site du réseau européen à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/euronews27.pdf>

- « **Le peuple de Dieu dans un monde en mouvement** » Lisbonne 2007

- « **Implications de la sécularisation et de la laïcité pour la vie des personnes, des institutions religieuses et de l'intelligence de la foi.** » Strasbourg 2008. La note d'intervention de Joseph Moingt s.j. est accessible dans EURONEWS 31 page 40 à l'adresse :

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

ii) dans des ateliers spécifiques

a) Le réseau européen a entrepris un important travail de réflexion sur la **spiritualité**.

- Une première phase a été menée pour la préparation du 2^{ème} forum mondial théologie et libération qui s'est tenu en janvier 2007 sur le thème « **Une nouvelle spiritualité pour un autre monde possible** ». Le texte de base préparé pour ce forum est accessible à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/nairobispiritualite1f.pdf>

- Une deuxième phase a été un long travail sur ce texte effectué dans l'atelier spiritualité. Ce travail de réflexion est présenté dans EURONEWS 30 page 40, accessible à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/euronews30frsb.pdf>

- Une troisième phase est une réflexion sur une **spiritualité féministe** qui fera l'objet d'une journée d'étude lors de la rencontre annuelle de Londres en 2009. Un document de travail est publié dans EURONEWS 31 page 84

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

iii) présentation et discussion dans des forums

Un atelier a été tenu par le réseau Européen lors du 2^{ème} Forum Mondial Théologie et Libération de Nairobi en janvier 2007, ainsi qu'au 2^{ème} Forum Social Mondial. Un compte rendu a été publié dans EURONEWS 28 page 61

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews28.pdf>

b) *Un travail sur l'attitude du Vatican, les ministères et les communautés célébrantes :*

« Faire Eglise autrement ».

i) Travail au sein du Réseau dans les journées de travail

ii) Travaux en ateliers

Ce travail s'appuie sur les travaux réalisés dans les différentes associations membres et un atelier spécifique y a réfléchi. Un document de soutien au rapport « L'Eglise et le Ministère, 2007 des dominicains de Hollande a été publié .

iii) Actions en réponse à des actions particulières

- Protestations dans plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France...) contre les positions de la hiérarchie catholique concernant l'homophobie, sa discrimination de genre

- *Rapports sur les abus sexuels dans l'Eglise Catholique*¹

¹ Le Réseau européen a appelé le Saint Siège à présenter, comme il en a l'obligation, son rapport trop longtemps différé à la Commission des droits de l'enfant des Nations-Unies (CIDE) et y à inclure un rapport sur les abus sexuels commis par le personnel de l'Eglise précisant les mesures prises en faveur des victimes et pour la prévention

Ces rapports d'ONG, –quinquennaux parallèles à ceux des Etats, sur la manière dont les lois du Saint Siège affectent l'application dans leur pays de la CIDE - comportent des recommandations à la Commission des droits de l'enfant de l'ONU, au gouvernement du pays en cause, aux autorités catholiques nationales, au Saint Siège. Ils ont été présentés à la commission des droits de l'enfant de l'ONU et transmis aux autorités religieuses et politiques du pays. Un suivi est assuré

- *Protection contre le VIH-Sida et position de l'Eglise Catholique*

- *Nombreuses pétitions et textes publiés dans la presse*

La dernière action a été la publication d'une interpellation pour le quarantième anniversaire de l'encyclique Humanae Vitae Cf. les comptes rendus dans EURONEWS 31 p 77

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

c) *Contribution à la 3^{ème} assemblée œcuménique de Sibiu*

Ce travail s'est fait dans le cadre du groupe des OIC du Conseil de l'Europe. Trois documents ont été préparés et soumis au secrétariat organisant cette troisième rencontre.

Ces documents sont accessibles sur le site du réseau à l'adresse :

<http://www.european-catholic-people.eu/sibiure.html>

d) *Travail sur la place des femmes dans l'Eglise, réflexion sur le genre*

- 28-30 mai 2005 : Atelier de la Conférence Annuelle du RE/EN à Madrid « Un autre monde est possible avec une Eglise *renovée* sans discrimination de genres ».

- thème de la journée d'études lors de la rencontre de 2006 à Wiesbaden:

« Les trois religions abrahamiques ont-elles un avenir sans le patriarcat ? »

Cf Euronews n° 27 p 40 <http://www.european-catholic-people.eu/euronews27.pdf>

- 20-21 Janvier 2006, soutien au colloque international et œcuménique « Des femmes prêtres, enjeux pour la société et pour les églises » organisé par Femmes et Hommes en Eglise du Réseau des Parvis (membres du RE/EN) et le centre Genre en christianisme. 150 participant/e/s (Europe, Canada, ..) Actes publiés en Mai 2006, Hors-Série de la revue Parvis

2 Travail au niveau des interactions religion Société

Le réseau Européen se donne pour tâche

- de travailler dans le domaine des interactions et des influences réciproques entre société et religion, entre vie culturelle et vie religieuse, ainsi qu'entre société, Etats et Eglises.

- de contribuer à rendre pacifiques, justes et constructifs, pour le mieux- être des personnes et de la société, tant en Europe que dans le monde, les rapports entre les hommes et les femmes ayant des religions différentes, entre les communautés religieuses et la société, dans le respect des droits de l'Homme, y compris les droits des femmes et les droits des enfants, dans le respect de l'égalité des genres et dans le respect des convictions et des croyances.

a) *travail de recherche interconvictionnel et actions au niveau des interactions religion/société*

Ce travail se fait d'abord au sein du réseau lui-même, puis au Conseil de l'Europe, dans le groupe de travail multipartite du parlement européen, dans le cadre du G3I, dans le cadre des Forums Sociaux Européens et dans le cadre d'actions ponctuelles en réaction à l'actualité. Les comptes-rendus de ces activités sont publiés dans EURONEWS

- Au sein du réseau Européen lui-même

Des journées d'études ont été consacrées à l'Europe

Ces journées d'étude rassemblent de 80 à 200 personnes selon les années

- Bruxelles (2003) : « Eglise et société Européenne ». Il s'agissait de travailler sur le projet de traité constitutionnel, notamment les parties concernant les religions et la commission

- Madrid (2005) : « L'Espagne et l'Europe aujourd'hui : analyse de la situation et des positions des Eglises ». Atelier qui a abordé la question de la situation de l'Eglise en Espagne, vis-à-vis de l'Europe (Rapport publié dans Euronews n°25),

- Strasbourg (2008) : « La sécularisation dans une Europe multiculturelle et multiconvictionnelle en quête de cohésion sociale autour de valeurs communes' : Implication au niveau des personnes de convictions différentes, de la société civile (y compris les institutions religieuses), et de l'Etat. »

Les textes sont accessibles dans EURONEWS 31 pages 24-46

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

Des ateliers organisés pendant les rencontres annuelles du réseau

Chaque année un atelier est consacré à l'Europe et aux positions que doit prendre le réseau Européen. L'atelier de l'année 2008 a été particulièrement consacré aux responsabilités du réseau dans le cadre de son statut participatif auprès du Conseil de l'Europe, atelier dans lequel la Présidente de la Conférence des ONG est intervenue.

D'autres thèmes sont abordés :

- 6-8 mai 2005 : Madrid « les bases du dialogue interreligieux et interculturel dans l'Europe d'aujourd'hui » (Rapport publié dans Euronews n°25). Le travail de cet atelier est à l'origine du G3I dont il est question plus loin.

- dans le cadre du Conseil de l'Europe

Le réseau Européen Eglises et Libertés étant doté du statut participatif du Conseil de l'Europe, fait partie de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe qui en est le quatrième pilier (les trois autres étant : le comité des ministres, l'assemblée parlementaire et le congrès des pouvoirs locaux et régionaux). Il est représenté dans cette conférence par un représentant officiellement mandaté. Dans ce cadre, le réseau Européen contribue aux travaux du Conseil de l'Europe en participant activement aux quatre sessions annuelles. Il fait entendre une voie de chrétiens de base (en majorité catholiques) sur les problèmes de société au Conseil de l'Europe qui jusqu'à présent s'appuyait essentiellement sur les interventions de la hiérarchie et de celle des Organisations Internationales Catholiques (OIC). Il est invité à participer aux travaux préparatoires des OIC ayant le statut participatif. Un compte rendu des activités est publié dans les numéros d'EURONEWS. Il a particulièrement travaillé sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, lors de la préparation du livre blanc sur le dialogue interculturel du Conseil de l'Europe. Son représentant a été invité à participer à deux colloques de travail à St Marin et à Lisbonne.

- dans le cadre du groupe de travail multipartite sur religion et politique du parlement européen.

Le réseau européen est représenté par deux membres dont l'un en assure le secrétariat. Ce groupe de travail donne les éléments de discussion et de décision aux

parlementaires sur les questions dans lesquelles la religion est impliquée (concordats, subventions, prises de position, etc..). Le réseau européen joue un rôle actif dans ce groupe

- dans le cadre d'un groupe de travail ouvert à d'autres associations appelé Groupe International Interculturel et Interconvictionnel (G3I) dont le réseau Européen assure la coordination

Ce groupe de travail est constitué de membres individuels et de membres représentant des associations de différentes cultures, différents courants de pensée (différentes religions, humanistes, agnostiques, athées). Il cherche à identifier et mettre en avant ce qui permet de vivre ensemble, notamment les valeurs partagées par tous. Il travaille

- à la clarification des concepts interculturel, interreligieux et interconvictionnel
- à définition, d'une laïcité européenne
- la recherche, dans le cadre d'une laïcité européenne, d'espaces dans lesquels les convictions peuvent s'exprimer sans être instrumentalisées par la politique et les pouvoirs.

Il a ainsi

- contribué au livre blanc du conseil de l'Europe

Cf : <http://www.european-catholic-people.eu/reponseg3i.pdf>

- organisé en octobre 2007 un colloque au conseil de l'Europe sur le thème : « Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions ». Un résumé de ce colloque a été publié dans deux revues et est accessible à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/articlecolloque3i.pdf> et les actes de ce colloque sont en cours de publication et se trouvent sur le site du Conseil de l'Europe à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/actecolloque3I.pdf>

Il prépare actuellement un colloque qui devrait se tenir en 2010 à Bruxelles sur le thème : « Laïcité et Europe : espaces démocratiques et expressions des convictions »

Le G3I est aussi invité à contribuer à différents colloques et débats :

- Mai 2008 dans les locaux de la commission européenne au colloque organisé par la Fédération Humaniste Européenne sur le thème « Laïcité et droits de l'Homme, valeurs universelles et indissociables »
- Mars 2009 dans les locaux du parlement européen à Bruxelles dans le cadre de la conférence débat « La laïcité de l'Union Européenne »

Dans le cadre des Forums Sociaux Européens

Les forums sociaux européens altermondialistes sont des rencontres de militants et d'associations qui veulent réfléchir aux problèmes sociaux en Europe et contribuer aux solutions à ces problèmes. Si les réseaux chrétiens et catholiques ont été très présents dans les premiers forums, ils sont maintenant de moins en moins et le réseau Européen fait partie des quelques organisation de conviction chrétienne qui abordent les problèmes religion /société dans ces forums. Voici les conférences organisées par le réseau Européen en coopération avec d'autres organisations. Ces conférences attirent entre 60 et 200 participants suivant les années et les sujets :

- Florence (2002) on a discuté sur la manière de faire face à la globalisation à partir de la foi dans l'Evangile
- Paris St Denis (2003) « Quelle Europe voulons-nous en tant que Chrétiens »
- Londres (2004) :« Elaboration d'une perspective interreligieuse et prophétique pour les structures économiques et sociales de l'Europe et pour ses relations internationales. »

- Athènes (mai 2006) « Une Ethique sociale commune aux Religions Monothéistes pour le futur de l'Europe »

Cf le compte rendu dans EURONEWS 27 p 58

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews27.pdf>

- Malmö (septembre 2008) « Religions et le Mouvement pour la Justice Globale »

Cf le compte rendu dans EURONEWS 31 p 54

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

Dans le cadre d'actions spécifiques en réponse à l'actualité

Parmi les actions menées, on peut citer pour donner une idée :

- Octobre 2005, le RE/EN a adressé une lettre de soutien à la présidente du GSRP du Parlement Européen pour avoir été à l'origine d'une question parlementaire soutenue par 37 membres du PE et discutée en séance plénière (5.sept 2005) sur la manière dont la Commission européenne entend structurer son dialogue avec les églises et les organisations non- confessionnelles de conviction.

- Travail et campagnes d'information sur le Traité Constitutionnel Européen (TCE)².

Les positions résultant de ce travail réalisé ont été présentées sur le site de la Convention pour l'avenir de l'Europe, comme contributions de la société civile au débat public (« Paix, Guerre, relations Nord-Sud, Libéralisme, Europe Sociale, Racines Chrétiennes, Dialogue Civil égal », 2003.).

Campagnes d'information sur le traité constitutionnel dans plusieurs pays

- Lettres adressées au président de la commission européenne et au Président du parlement européen sur des sujets d'actualité. Quelques exemples :

Directive 'de la Honte', mai 2008, Visite de Benoît XVI 2007

c) actions concernant la politique européenne et les relations avec l'Afrique

Organisation d'un atelier de travail

Lettres adressées au Président de la commission européenne et au rapporteur du parlement européen EPA mai 2008, cf EURONEWS 31 p 47

<http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf>

d) actions concernant la politique européenne et les relations avec l'Amérique latine

la création d'un atelier est à l'ordre du jour de la prochaine rencontre annuelle qui aura lieu à Londres en mai 2009.

Ces démarches reçoivent de plus en plus habituellement des réponses, surtout de la part des parlementaires.

² Le Réseau européen s'est élevé contre l'esprit libéral et l'insuffisance du volet social du TCE, qui va à l'encontre de l'option pour les pauvres et les exclus qu'il défend. Il a demandé que le dialogue des institutions de l'UE avec les Eglises et organisations non confessionnelles de conviction soit régi par les principes généraux de la démocratie participative inscrits dans le projet de TCE. Dans cet esprit il a demandé la suppression de l'art. I-52 TCE (initialement 37 et devenu art. 17 du traité de Lisbonne (Traité sur le fonctionnement de l'Union) susceptible d'ouvrir la voie à des privilèges pour les Eglises et à de possibles ingérences dans la prise de décision politique et législative. Il a signé avec plusieurs organisations européennes un appel au retrait de cet article. Il a exprimé son opposition à une référence de valeur constitutionnelle, génératrice de division, aux racines chrétiennes de l'Europe ou à Dieu.